



Peu importe que tu travailles dans le service public, le secteur subventionné ou dans le privé...

Tu n'acceptes pas d'être une «ressource humaine» jetable et corvéable à merci? Tu veux lutter pour la dignité et la liberté des salarié-e-s? Tu veux joindre ton action à d'autres combats solidaires?

**Viens avec nous
à la manifestation
du 1^{er} mai,
11 heures, place Saint-
François, Lausanne!**

Aux TL: la répression et le bâillon

Vous êtes usager/ère ou employé-e des transports publics de la région lausannoise? Ceci vous concerne. C'est notre histoire du mois de mai. Il s'appelle Aïssam. Il est chauffeur aux TL. Bon travailleur, c'est reconnu... Et aussi bon délégué syndical. Aïssam organise ses collègues et les défend. Il n'hésite pas à prendre des risques pour faire monter les revendications. C'est cette incitation à la lutte des travailleurs/euses que le TL veut frapper. Ils avertissent Aïssam, lui suppriment son augmentation, préparent son licenciement.

Les TL n'ont pas hésité à contrôler les SMS, les courriels et la page facebook du délégué. L'entreprise veut cliquer et censurer toute expression libre d'un-e travailleur/euse, sur son lieu d'emploi comme dans sa vie. Cette volonté de réprimer et de faire taire est intolérable.

La solidarité de travailleurs/euses fera reculer les TL dans leur projet liberticide. Pas touche aux droits, aux militant-e-s et aux délégué-e-s syndicaux/ales!

Car le cas de Aïssam n'est pas isolé. Nous en connaissons bien d'autres dans la région lausannoise, dans la vente, dans les EMS, dans les soins à domicile, dans l'animation socio-culturelle...

A quoi ça sert un syndicat?

Le 1^{er} mai est ce jour de lutte des travailleurs/euses où revendications, aspirations et volonté de transformer le monde se fédèrent en une grande manifestation internationale. Le 1^{er} mai est par excellence le jour symbolique de l'action syndicale.

Sans action collective les salarié-e-s sont atomisé-e-s, divisé-e-s, mis/es en concurrence, jeté-e-s les un-e-s contre les autres pour le seul profit des patrons. Cette action collective, ce sont d'abord les syndicats qui luttent et négocient avec détermination qui la portent.

Un syndicat de base c'est un instrument de défense pour chaque salarié-e dans sa vie au travail, un outil de lutte collective pour améliorer les conditions de travail et de salaire, pour garantir les droits existants et en conquérir de nouveaux, une organisation qui exerce face au pouvoir de commandement des entrepreneurs un contrepouvoir des salarié-e-s, un mouvement de transformation sociale profonde face à cette société où une minorité de privilégiés accumule sans cesse plus de profit, de richesse et de pouvoir, menaçant l'existence même de l'humanité et de la terre.

L'émancipation des travailleurs/euses sera l'œuvre des travailleurs/euses eux/elles-mêmes. Nous aurons ce que nous aurons gagné par la lutte et par l'organisation, en partant de nos lieux de travail, en construisant nos syndicats de base.

Contre la répression patronale, protéger délégué-e-s et militant-e-s sur les lieux de travail

Les syndicats ce sont d'abord les adhérents.e.s, les militant-e-s et les délégué-e-s sur les lieux de travail. En Suisse les droits fondamentaux des salarié-e-s et les libertés syndicales sont violés. Les patrons refusent la présence organisée des syndicats sur les lieux de travail, et en premier lieu les délégué-e-s et les militant-e-s. Ils multiplient les obstacles et les mesures répressives contre la construction des syndicats à la base.

En Suisse, n'importe quel patron, au prix de quelques mois de salaire, peut liquider un-e militant-e, un-e délégué-e syndical-e ou du personnel et même un donneur d'alerte, une personne qui dénonce une pratique illégale de l'entreprise, du service public ou de l'institution subventionnée où elle travaille.

Contre quoi nous battons-nous?

Nous nous battons contre la tentative du système de réduire le salariat à être une force de travail subordonnée, soumise, corvéable, flexible, précaire, jetable et licencié selon les intérêts du patron.

Nous refusons de faire de chacun-e de nous une «ressource humaine» obéissante, sans liberté ni esprit critique. Nous refusons d'être contraint-e-s d'adhérer aux objectifs, aux stratégies, aux valeurs et aux conceptions des patrons pour lesquels nous travaillons, juste pour avoir le droit d'occuper un emploi. Nous refusons de nous effacer au profit des entreprises, de nous taire, de nous censurer, de nous soumettre.

Nous en avons assez du climat de peur et de censure qui règne dans tant d'entreprises, de l'impossibilité de s'organiser, de s'exprimer et d'agir sans risquer le licenciement, la répression, les mesures de rétorsion et les représailles.

Nous refusons de supporter encore et encore le travail qui rend malade, qui mutilé les corps et les têtes, le harcèlement, la souffrance et l'usure.

Nous n'acceptons pas les salaires de misère qui ne permettent pas aux travailleurs/euses pauvres, légaux ou clandestins de vivre dignement.

Nous refusons une organisation de la société et du travail qui impose aux femmes l'inégalité en matière de salaire, de parcours professionnel, de répartition des tâches ménagères, de retraite.

Nous refusons la destruction par les patrons et le pouvoir politique des assurances et des protections sociales. Nous n'acceptons pas que les décideurs politiques et économiques dégradent, l'AI, le régime des retraites, l'assurance maladie, l'assurance chômage, toutes les protections sociales.

Nous refusons l'inégalité croissante des richesses, les cadeaux fiscaux par milliards consentis aux patrons et aux banquiers, le passage dans la poche des entrepreneurs de tous les gains de productivité, la stagnation ou le recul de nos salaires.

Nous refusons la dégradation permanente de la santé publique, de l'aide sociale, de l'école et de la formation, de toutes les prestations que le service public assure à la majorité sociale.

Nous n'acceptons pas l'assignation des chômeurs et des assistés sociaux à des emplois sous-salariés, la contrainte d'accepter n'importe quel travail à n'im-

porte quel salaire, sous peine de perdre tout revenu.

Nous refusons les politiques anti-démocratiques de fichage et de répression policières contre les hommes et les femmes qui défendent les droits fondamentaux et la justice sociale.

Nous dénonçons les politiques d'exception et de refus des droits contre les travailleurs/euses sans papiers, ravalés au rang d'êtres humains de seconde zone.

Nous refusons une société sans cesse plus ségrégative et sélective, plus policière et sécuritaire, plus xénophobe, plus dure aux pauvres, aux précaires, aux fragiles.

Pour quoi luttons-nous?

- le salaire minimum à 4000 francs par mois, 13 mois par an, pour tous les travailleurs, sous contrat ou assignés à un emploi par le chômage ou l'aide sociale, légaux ou sans papiers, fixes, précaires ou stagiaires,
- l'extension et la force obligatoire pour tous les accords collectifs conclus par les syndicats et approuvés en un vote démocratique par les salarié-e-s concerné-e-s,
- le droit à un revenu social garanti pour celles et ceux qui doivent recourir à l'aide sociale,
- un système général de sécurité sociale, intégrant toutes les assurances sociales, et garantissant un «bouclier social» pour toutes les personnes,
- le droit à une sécurité sociale générale qui permette à chacun-e d'avoir une retraite ou de prestations d'assurance sociale permettant une vie digne et autonome,
- l'accès garanti pour chacun à des prestations de qualité de service public: école, santé, transport, aide sociale, etc.
- le respect des droits fondamentaux et des libertés syndicales sur les lieux de travail, en particulier le droit à la réintégration au poste de travail pour les militant-e-s et délégué-e-s syndicaux et du personnel, victimes de licenciement abusif ou arbitraire,
- le respect de libertés et des espaces démocratiques dans tous les moments et les aspects de la vie,
- le droit de chacun-e à l'égalité et à la sécurité, au travail et au séjour,
- l'égalité absolue, immédiate et sans condition entre hommes et femmes,
- une démocratie intégrale, politique, économique et sociale, pour l'institution d'une société libre, égalitaire, solidaire et juste.

*Fédération syndicale SUD
SAIP (Syndical Autogéré Inter-Professionnel)
Syndicalistes de base*